

Ambassade de France au Qatar
Service économique de Doha

QATAR

Situation économique et financière

En 2024, le taux de croissance du PIB est de 2,366 % enregistrant une reprise par rapport à 2023 (+1,369 %), mais un net ralentissement à l'issue d'une décennie de grands travaux d'infrastructures. Les grands investissements en cours dans le secteur des hydrocarbures, permettent une reprise progressive de la croissance. Les niveaux des excédents commercial (65,5 Mds USD, 29,3% du PIB) et budgétaire (5,6 Mds USD, 0,7% du PIB) restent confortables. Le secteur bancaire est solide, malgré quelques vulnérabilités monitorées, néanmoins, par la Banque Centrale. Le Qatar mise sur la diversification de son économie, tout en poursuivant ses grands projets gaziers.

En 2024, l'économie qatarienne a connu un ralentissement.

A moyen et long terme, les perspectives de l'économie réelle sont bonnes grâce aux investissements et aux revenus massifs en provenance du secteur des hydrocarbures. Le FMI estime le PIB nominal du Qatar à 221,452 Mds USD en 2024, pour une population moyenne de 3,1 M d'habitants dont près de 300 000 nationaux. Le PIB par habitant exprimé en pouvoir d'achat, de 102,27 K USD en 2024, est le troisième le plus élevé au monde.

L'émirat est le 2ème producteur d'hydrocarbures de la Péninsule arabique (en tonnes équivalent pétrole), le 6ième producteur mondial de gaz naturel et le 3e exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL), derrière les Etats-Unis et l'Australie. En 2024, les hydrocarbures constituent 85,9 % des exportations (pour un montant de 82,9 Mds USD, soit 37 % du PIB nominal). Les revenus des hydrocarbures représentent 82,2 % des recettes publiques. La richesse ainsi générée et le ruissellement de la rente sont gérés par un Etat au pouvoir centralisé, qui veille à l'équilibre intergénérationnel en investissant les revenus des hydrocarbures à l'international et hors hydrocarbures, via son fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA), 8e Fonds souverain au monde avec 525 Mds USD d'actifs estimés sous gestion. En 2024, le taux de croissance du PIB est de 2,366 % enregistrant un net ralentissement à l'issue d'une décennie d'investissements exceptionnels hors hydrocarbures en amont de la Coupe du Monde (+200 Mds USD), élément moteur de la croissance qatarienne entre 2015 et 2022. Une reprise progressive de l'activité avec un taux de croissance moyen d'environ 5,7% est attendue sur la période 2025-2029. En 2024, grâce à la poursuite d'une politique budgétaire prudente, le solde budgétaire affichait un excédent de 0,7 %. Le ralentissement de l'activité économique, n'entraîne pas de la part du gouvernement qatarien la mise en œuvre d'une politique contracyclique de soutien à l'économie réelle.

L'excédent budgétaire (0,7% du PIB) permet le remboursement de la dette publique qui demeure maîtrisée (40,8% du PIB). En 2024, le taux d'inflation est resté à un niveau contenu de 1 % (contre 3 % en 2023), l'énergie étant massivement subventionnée et les prix des biens de première nécessité monitorés par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MoCI). Selon le FMI, l'inflation devrait se stabiliser à moyen-terme autour de 2%.

Un excédent budgétaire et un solde courant confortés par l'importance des revenus en provenance des hydrocarbures. En 2024, l'excédent budgétaire s'est établi à 5,6 Mds USD, soit 0,7 % du PIB avec un prix du pétrole au seuil de rentabilité fiscale proche de 45-50 USD le baril, enregistrant une légère baisse par rapport à 2023. Si la vulnérabilité des finances publiques qatariennes face à la volatilité des prix des hydrocarbures est un phénomène structurel, le risque est contenu à court-terme.

Les autorités pratiquent une exécution budgétaire prudente et l'excédent budgétaire est ainsi appelé à financer le remboursement de la dette. La dette publique continue à diminuer. Elle représente 40,8 % du PIB en 2024 contre 43,7% en 2023. Elle devrait poursuivre sa trajectoire baissière à long-terme (encore à un niveau de 72,6 % du PIB en 2020) pour atteindre, selon les projections du FMI, 35,4 % du PIB en 2030.

Par ailleurs, le Qatar dispose d'une capacité d'emprunt confortable sur les marchés des capitaux. [Moody's a relevé à Aa2](#) sa note en janvier 2024 tandis que Fitch a revu en mars 2024, sa notation du Qatar à la hausse (AA- à AA), prévoyant un excédent budgétaire jusqu'en 2030. En outre, en janvier 2025, le Qatar maintient sa classification au niveau 2 de l'OCDE relative aux risques pays sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

Le solde courant, excédentaire depuis 2017, représente [16,6 % du PIB en 2024](#) (contre 17,1% du PIB en 2023). Le FMI prévoit une diminution progressive mais contenue de l'excédent courant qui demeure à des niveaux confortables.

Les réserves de la Banque centrale du Qatar (QCB), en hausse, s'établissent à [44,5 Mds USD fin décembre 2024 \(20 % du PIB\)](#). Les actifs détenus par la Qatar Investment Authority (évalués à 526 Mds USD) constituent un filet de sécurité supplémentaire crédible.

La dette extérieure totale a diminué entre 2023 et 2024 ([passant de 118,1% à 116,8 % du PIB](#)) et devrait continuer sa trajectoire baissière. Si elle reste à un niveau relativement élevé, constituant ainsi une vulnérabilité structurelle, elle est toutefois monitorée par la QCB.

Le système bancaire est solide, malgré certaines vulnérabilités à surveiller.

Les banques qatariennes sont correctement capitalisées (ratio de solvabilité stable de 19,9%, bien au-delà de la limite prudentielle de 10,5% de Bâle III) et maintiennent une bonne rentabilité des fonds propres (14,5 % en 2024) et des actifs (1,5% en 2024). Néanmoins, le ratio des prêts non performants continue d'augmenter (4,3 % en 2024 contre 3,9% fin 2023) en lien avec une offre immobilière post-Coupe du Monde surdimensionnée qui a plombé les activités et bilans de nombreuses sociétés dans la construction et l'immobilier, avec un impact sur les banques qui sont davantage exposées au secteur. Un soutien a été accordé par le gouvernement qatarien aux PME qatariennes touchées, par l'octroi d'une annulation de dettes et une facilitation leur permettant de disposer de fonds de roulement.

L'exposition du secteur bancaire aux financements externes est importante mais contenue. Au 1^{er} trimestre 2024, 34 % des sources de financement des banques qatariennes sont étrangères. Si la tendance est à la baisse pour les dépôts des non-résidents (18,7% des dépôts, soit -1,2% sur un an), les emprunts contractés auprès de banques hors Qatar (83,3% des emprunts interbancaires) et les obligations (97%) sont en hausse, soulignant l'absence de profondeur du marché des capitaux local.

Un cycle en cours d'investissements massifs dédiés aux hydrocarbures et une stratégie de diversification de l'économie qui fait appel à d'importantes réformes structurelles.

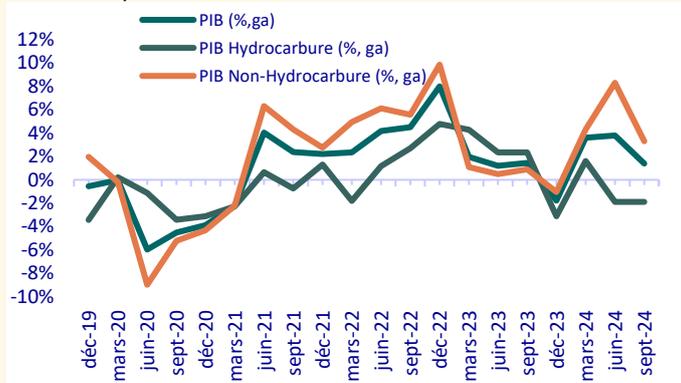
Les investissements en cours dans le secteur des hydrocarbures visant à augmenter à hauteur de 85% des capacités de liquéfaction de GNL, sont estimés à plus de 100 Mds USD. Ils sont principalement faits sur autofinancement, à l'exception de rares recours à l'emprunt de la part de Qatar Energy, le plus important d'environ 8 Mds USD datant de 2021.

Le Qatar se fixe des objectifs de diversification de son économie tablant sur une croissance annuelle de 4% hors-hydrocarbures d'ici 2030 à travers sa stratégie de Vision Nationale 2030. Les objectifs fixés sont très ambitieux et font appel à des réformes sur les marchés du travail et des capitaux pour développer le capital humain (+46% de la population active spécialisée d'ici 2030 et plus de 20% de la population active qatarienne dans le secteur privé), attirer des talents, entreprises et des IDE. [Les technologies de l'information](#) (+7,8% de taux de croissance annuelle moyen d'ici 2030), [la R&D](#) (+1,5%), [le secteur manufacturier](#) (+3,4%), [les services financiers](#) (lancement de 35 fintechs), le [tourisme](#) (objectif de 6M de visiteurs d'ici 2030) et [la logistique](#) (+6,6%) figurent parmi les principaux secteurs amenés à soutenir la diversification de l'économie qatarienne.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DU QATAR

Croissance du PIB

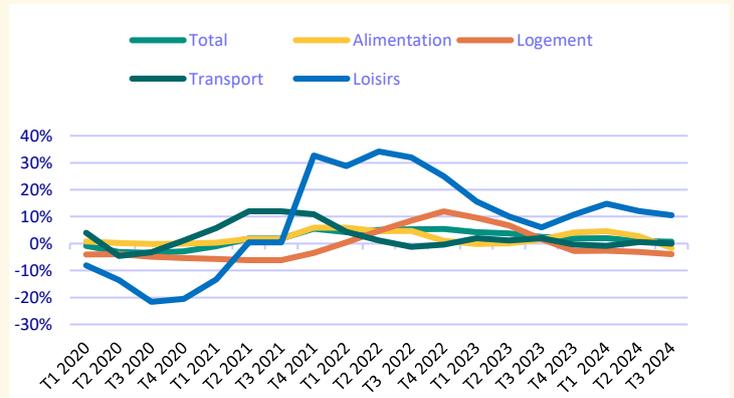
D'après les données du FMI, la croissance du Qatar en 2024 s'établit à +2,366 %. Le FMI estime en avril 2025 qu'elle sera de 2,41% pour cette même année.



Sources : PSA, SE de Doha

Inflation

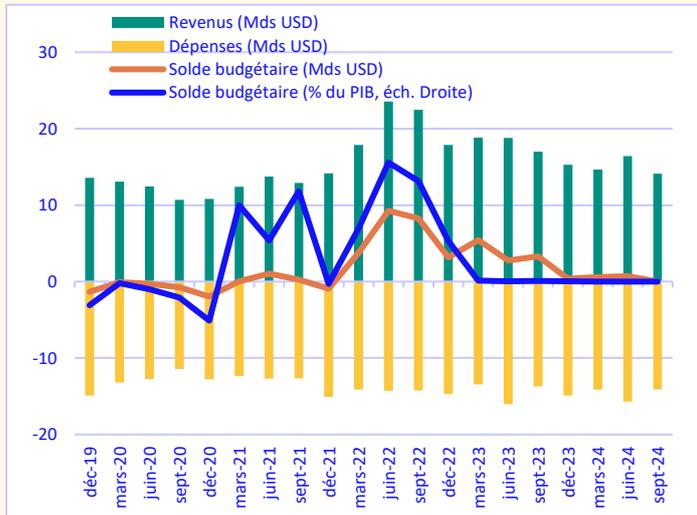
L'inflation moyenne était de 1 % sur l'année 2024. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 1,4 % en 2025. Pour mémoire, sur l'année 2023, l'inflation moyenne était de 3%.



Sources : FMI, PSA, SE de Doha

Solde budgétaire

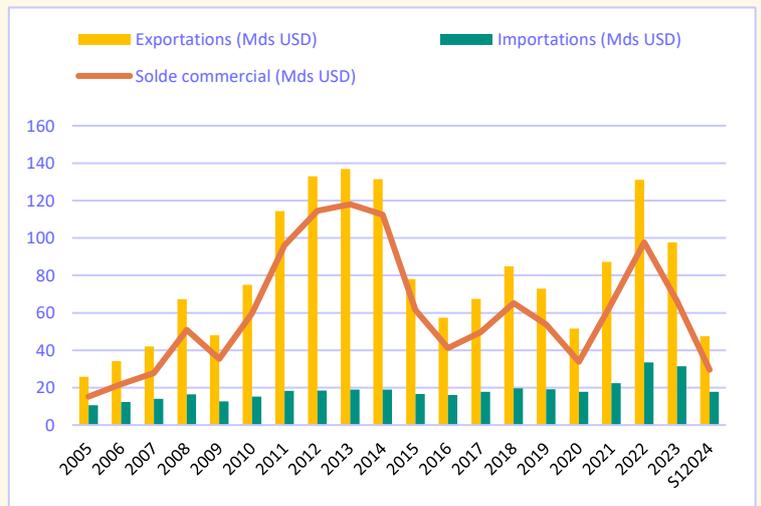
Le solde budgétaire, bien qu'en baisse, reste excédentaire de 74 M USD en 2024. D'après le FMI, le Qatar a enregistré un excédent budgétaire représentant 0,7% du PIB réel en 2024.



Sources : PSA, MoF, Banque centrale du Qatar, FMI, SE de Doha

Solde commercial

Le FMI estime que la balance commerciale du Qatar est excédentaire à hauteur de 65,5 Mds USD en 2024. En comparaison, l'excédent était de 68,4 Mds USD en 2023.



Sources : PSA, SE de Doha